



## Interventions du SNES-FSU

### groupe de travail du 30 janvier 2014

Aujourd'hui, les préoccupations liées à l'emploi tendent à recouvrir les aspirations des personnes à se réaliser dans un métier, et à se développer dans tous les domaines de leur vie personnelle, sociale et professionnelle.

Cette ambition est en étroite relation avec une **formation initiale réussie** débouchant sur un diplôme et une qualification non seulement parce que l'insertion en sera grandement facilitée, mais aussi parce que c'est au cours de cette première étape que sera installée un rapport durable aux études et à l'« apprendre », essentiel dans tout perfectionnement professionnel ou toute reconversion.

C'est pourquoi nous considérons que **le centre de gravité du travail des CO-Psy et des DCIO doit bien être la formation initiale, avec des objectifs de développement maximal des jeunes, de prévention des sorties sans qualification et d'ambition dans les projets, quelle que soit l'origine sociale.**

il est donc indispensable et cohérent pour le SNES que les COPsy et DCIO soient des psychologues.

#### **La mise en place du SPRO bouscule totalement les équilibres actuels.**

L'avenir des CIO est incertain, et dans certaines académies, il est synonyme de fermetures et de fusions. Pourtant les CIO constituent le premier service public national d'orientation en France pour son maillage, pour sa proximité avec ses publics prioritaires.

La mise en place du SPRO ne peut se faire contre ces services. Le SNES a déjà alerté à plusieurs reprises sur les missions que remplissent les CIO à l'intérieur de l'Education nationale, et que personne d'autre ne réalise (accueil des EANA ; ateliers pour les élèves et les parents ; travail de partenariat au coeur du district, formation des enseignants ; observation des problèmes d'orientation et d'affectation dans le district...).

#### Si les CIO sont mis au service du SPRO, qui va le faire ?

La loi sur la formation professionnelle est très silencieuse sur ce sujet.

**Pour nous, il faut trancher. Les CIO doivent rester dans l'Education nationale.** Leur coût n'est pas si élevé et, dans les académies, où les fermetures s'amplifient, les élus ont montré leur attachement à ce service public. Il faut que le MEN garde la main sur son service public national d'orientation constitué non seulement de COPsy et de DCIO, mais aussi des structures dans lesquelles ils travaillent et confortent leur professionnalité, c'est-à-dire les CIO.

Une telle décision passe par la mise au point d'un cadrage national , fixant des limites précises pour les conventions que les recteurs devront établir avec les Régions.

**En ce qui concerne les personnels**, il est temps d'apporter des réponses claires à l'inquiétude des collègues. Dans beaucoup d'endroits, la maltraitance de notre administration engendre de la souffrance.

Ils **doivent être rassurés sur leurs missions de psychologue du second degré, confortés dans leur exercice sur toutes les dimensions de leur métier, reconnus face aux dérives d'un partenariat trop ouvert sur l'associatif** et parfois, peu regardant sur les qualifications et la déontologie des intervenants.

Ceci passe par une reconnaissance de leur niveau de qualification et par un recrutement au master 2 de psychologie, suivie d'une formation.

Ceci passe également par une **revalorisation** indiciaire et indemnitaire dont, depuis 20 ans, ces personnels ont été écartés.

Le SNES se veut force de proposition pour faire évoluer positivement la situation des personnels et des CIO, malmenée depuis trop longtemps et se montrera très vigilant sur les propositions qui lui seront faites.